

ECONOMIE SOCIALE NORD/SUD, UNE PERSPECTIVE DE MONDIALISATION POSITIVE... (1)



analyse

Avril 2006

Bernard Goffinet,
directeur de Cf2m

Véronique Huens, responsable
éducation permanente SAW-B

Traditionnellement l'économie sociale est chez nous ancrée sur des questions locales, dans un terroir. Comment s'est elle ouverte sur le monde ? Comment des expériences qui relient préoccupations du Nord et du Sud peuvent elles s'épauler et enrichir à de nouvelles perspectives qui réinterrogent nos réalités et activités ?

Quelques constats

Au Nord, le secteur de l'économie sociale et solidaire est en pleine expansion. Longtemps minimisé par les pouvoirs publics, il est de plus en plus pris en considération, grâce à la croissance de l'emploi qui le caractérise. C'est aussi un secteur qui fournit un certain nombre de réponses aux phénomènes d'intégration sociale, de pauvreté et de migrations.

D'une part, il fournit des solutions adaptées en terme de formation, de validation de compétences acquises et, d'emploi adaptés aux qualifications de populations précarisées. D'autre part, et de façon plus récente, il tente d'articuler ses dispositifs et ses réponses, de manière plus complexe à des acteurs sociaux qui tentent des solutions locales similaires au Sud.

Au Sud justement, les initiatives économiques populaires observées depuis une dizaine d'années dévoilent une économie sociale et solidaire offrant un potentiel de développement important. Plutôt qu'une nouvelle forme de gestion sociale de la pauvreté, elles témoignent d'une réponse inédite à des besoins sociaux (nécessité), à des aspirations de développement d'appartenances collectives (identité), le tout se conjuguant avec la visée d'un monde démocratique et équitable (projet de société). Leurs formes et modalités diffèrent cependant sensiblement parfois des initiatives au Nord sans que des clarifications aient été jusqu'à présent établies⁽²⁾.

Une hypothèse forte, portée par quelques acteurs aujourd'hui, est que les principes de l'économie sociale et solidaire apporteraient beaucoup aux relations Nord-Sud. Depuis quelques années, en effet, mais de manière encore expérimentale, se développe des formes d'économie sociale Nord/Sud qui, liant opérateurs de terrain du Nord et du Sud dans les domaines de la lutte contre l'exclusion, assoient des activités économiques dans des liens productifs (recyclage, environnement, compétences), dans une approche de coopération mutuelle réelle et de réciprocité. Ce développement de l'économie sociale est consécutif de l'ouverture de l'économie sociale à de nouvelles dimensions.

Pourtant le développement de ce type d'activités conjointes peine à se faire⁽³⁾. Dominée par le système de l'aide, les échanges restent souvent piégés par des logiques et des mécaniques de subsidiarité pas toujours compatibles avec le développement de relations saines et réellement empreintes de réciprocité.

De nombreux défis

Au sud, les conditions de développement d'entreprises d'économie solidaire, sont généralement très mauvaises, en dehors de systèmes largement subventionnés. Les défis à relever pour dépasser cette situation sont nombreux et surtout énormes.

Le premier est lié au contexte politique et juridique. Selon les principales recherches disponibles à cet égard, ces initiatives associatives et coopératives n'ont que peu de visibilité. Elles disposent pour le moment d'une faible couverture légale. Elles ont une position souvent instable entre celle d'agents des pouvoirs publics et celle d'autres partenaires.

Se posent ensuite des questions d'ordre économique et financier. Ces initiatives sont souvent fragilisées quant à leur financement. Le manque de possibilité de crédit aux petites et moyennes entreprises (généralisation du « micro »-crédit), le manque d'incitations financières, juridiques ou fiscales et un environnement socio-économique général défavorable limitent les chances de réussite.

Une troisième question est celle relative aux compétences. Les initiatives qui fleurissent un peu partout ont également un grand besoin de professionnalisation. Elles présentent souvent une focalisation trop marquée sur des enjeux locaux au détriment des enjeux plus mondiaux (comme par exemple la pollution, les migrations, les termes de l'échange mondial, etc.)⁽⁴⁾.

Enfin, un défi majeur est lié aux questions d'ordre culturel. Les principaux principes de l'économie sociale ne sont pas tous compatibles avec les réalités d'autres cultures et nécessitent certainement un repositionnement.

Dans ce contexte, comment envisager des relations de réelle réciprocité entre des projets d'économie sociale ici et là-bas ? Quelles perspectives d'essaimage avons nous de ces quelques projets expérimentaux ? Comment amener les acteurs à éviter de tomber dans des relations basées essentiellement sur un échange matériel Nord -> Sud, desquelles le Sud ne sort pas gagnant ?

Un projet qui expérimente...

Depuis 1998, Cf2m (centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle bruxellois) a développé des activités de réemploi informatique proposant un projet économique liant le Nord et le Sud, la Belgique et l'Afrique. D'abord de manière pilote, aujourd'hui dans le cadre d'une Initiative locale de Développement d'Emploi (ILDE), ce cadre juridique régional, vise tant le développement de compétences et l'insertion de demandeurs d'emploi peu qualifiés qu'à favoriser l'accès durable des acteurs sociaux aux technologies de l'information. Ainsi, le projet construit sa propre perspective pour renforcer les potentiels techniques par le réemploi, mais suscite aussi le développement et la création de projets partenaires économiques au Sud. Au stade actuel, trois unités productives ont été créées au Sénégal, une se construit à Kinshasa, une au Niger et des perspectives se profilent au Burundi, Burkina Faso et Bénin.

A Dakar, le projet le plus ancien, part des besoins des réseaux d'ONG. Le travail de Cf2m a permis de fédérer et de former des techniciens du cru, issus de la base, qui entretiennent, distribuent et suivent le matériel importé par l'économie sociale et travaillent les compétences des acteurs populaires. Ils développent leurs actions grâce au gisement technique importé dans une seconde entreprise et à un centre de formation en imprimerie, qui travaille les produits éducatifs (notamment pédagogiques en alphabétisation), mais aussi les compétences graphiques ou le web. Ainsi, un fond technique de l'imprimerie a été rendu possible par l'envoi de matériel d'ateliers de formation professionnelle à Bruxelles.

Comment les préoccupations des uns et des autres s'articulent-elles ?

La perspective que défend Cf2m est de travailler les besoins du monde éducatif qui a des difficultés à s'équiper et acquérir les compétences nécessaires au monde du numérique.

Pour cela, des règles de partenariat, d'éthique, de réciprocité, de respect de l'environnement (reprise du matériel obsolète) sont établies pour que les partenaires travaillent en synergie et confiance⁽⁵⁾.

Le Nord, par ses activités de récupération, reconditionnement et revente de matériel informatique, y trouve de l'emploi et des débouchés. Le Sud y crée des réponses à des besoins d'équipement et une autonomie financière qui permet à chaque projet d'acquérir et de fournir les compétences nécessaires au développement de ses ressources.

On sait que les compétences sont réellement plus importantes que le plaisir d'avoir un matériel surgonflé et cher sans appui ni autonomie. Ainsi tout en repercutant ses marges serrées, l'opérateur du Nord peut assurer des conditions favorables à la création d'unités de services qui restent très accessibles aux réseaux d'opérateurs éducatifs sénégalais.

C'est sans doute, la première leçon à tirer de l'expérience de Cf2m : l'économie sociale ne peut s'arrêter à la seule vente de matériel, mais a pour vocation de réfléchir – et de faire réfléchir – de manière plus large et durable : quelle est la réelle réponse à un besoin de base?

De manière claire, cette façon d'avancer est aussi productrice pour CF2m de nouveaux besoins et d'accès à de nouvelles activités économiques. Leur projet de réemploi, les a fait s'intéresser aux déchets électriques et électroniques. Comment parer aux problèmes de l'environnement et de l'informatique ? Cette question a été étudiée et produira sans doute un projet nouveau et complémentaire à Dakar, mais elle a aussi mis l'ILDE sur la voie de l'exploration du démantèlement à Bruxelles.

Terre et Autre Terre

L'association Terre, bien connue de tous pour ses activités de recyclage, est un des précurseurs des relations d'échange Nord-Sud au sein de l'économie sociale belge. Dès sa naissance, l'association s'est donnée comme défi de remettre les gens debout et de leur donner des outils pour qu'ils puissent rapidement s'en sortir eux-mêmes. Un refus clair de l'assistanat pour toutes personnes qu'elle soit issue du Tiers-monde ou du Quart-monde.

Mais Terre a aussi toujours, au travers de ses actions, mis en relation le « s'aider soi-même » et l'« aider l'autre », les deux allant de paire pour l'association. Ainsi, une partie des bénéfices réalisés par l'activité de recyclage au Nord est réinvesti dans l'ONG Autre Terre et aide de nombreux projets dans les pays du Sud.

Des échanges entre travailleurs de Terre et des partenaires Sud ont également pris place et plusieurs projets culturels sont nés tels que la création commune de pièces de théâtre, outils de sensibilisation aux réalités et aux interdépendances du Nord et du Sud de la planète.

Mais au delà de ces échanges et projets, les relations de l'ONG Autre Terre avec ses partenaires restaient jusqu'il y a peu exclusivement dominées par la dynamique d'aide plutôt que celle de relations d'interdépendances économiques et solidaires. Non pas que la volonté n'y était pas mais que les défis sont, comme nous l'avons vu, énormes et les pas se font petit à petit.

Depuis 2003, un premier projet liant commerce et développement s'est développé et ses résultats sont plus qu'encourageants. L'association Baobab située au Burkina Faso est au départ un partenaire culturel de Terre puisqu'un des protagonistes dans la réalisation des pièces de théâtre. Suite à une visite chez Terre en 2002, la responsable du projet a pensé développer une activité de friperie afin de générer des bénéfices, créer de l'emploi et financer les activités d'alphabétisation et de théâtre-action de l'association. Petit à petit s'est alors mis en place un système qui, après quelques accros, semble aujourd'hui bien rodé.

Régulièrement un conteneur de 20 pieds arrive en provenance de Terre rempli de vêtements déjà triés par les travailleurs de l'entreprise. Sont envoyés des vêtements qui, d'une part, ne se vendent pas en Belgique (pour une question de mode) mais d'autre part, correspondent également aux besoins exprimés par l'association Baobab. Suite à la vente catastrophique du premier conteneur une analyse fine de ce qui se vend comme friperie sur le marché de Ouagadougou a été réalisée. Aujourd'hui, ces fripes sont revendues par ballots et les affaires marchent plutôt bien !

La relation entre Terre et Baobab va bien au delà de celle de fournisseur-client (les conteneurs de vêtements sont bien vendus par Terre à Baobab, tout comme le sont les ordinateurs de Cf2m). Elle est basée sur la confiance et sur l'envie de participer à un même processus de valorisation de l'Humain. En témoigne ce passage d'interview de la responsable : *« Même si nous avons beaucoup de commandes et que Terre ne parvient pas toujours à satisfaire rapidement, c'est avec cette entreprise que nous voulons travailler. Nous sommes conscients du sérieux coup de pouce dont nous avons profité lors de nos débuts laborieux. Nous connaissons aussi le projet social de Terre en Belgique, d'Autre Terre dans les pays du Sud et sommes heureux d'y participer d'une certaine manière. En plus, il est très important de savoir ce qu'ils font avec l'argent ⁽⁶⁾. »*

Ce projet n'est évidemment pas sans poser de questions pour Terre. La crainte de casser les prix du marché local par l'envoi de fripes peu chères a été longuement discutée. D'autres défis tels ceux évoqués plus haut s'imposent aux partenaires et des réponses devront être recherchées dans les prochaines années. Mais ces premières expériences constituent des terrains d'analyse formidables qui sont porteuses d'avenir et d'optimisme pour ce type de démarche.

Du don à l'échange...

Il est facile d'exporter du matériel dans de nombreux domaines, mais ça ne crée pas nécessairement du développement local, ni des perspectives de consolidation et d'indépendance financière mutuelle. Beaucoup de projets s'arrêtent à des logiques inévitables d'aides.

La forme économique d'une mondialisation positive telle que développée par Cf2m, Terre ou encore Weltladen logistiek, se développe souvent en dehors des modèles de coopération/financement classique. Elle lutte contre l'exclusion sociale et l'emploi au Nord tout en assurant de l'autonomie financière et de la création d'entreprises d'économie sociale au Sud, et ce, sans soutien réel des bailleurs de fonds traditionnels, souvent à la seule volonté des partenaires et des opportunités des besoins de base.

Cette approche qui rencontre de nombreuses demandes du terrain, développe aussi de nouvelles perspectives puisqu'elle fait se rencontrer les sociétés civiles au delà des frontières. Elle renforce ainsi la proximité des acteurs du développement local et de la gouvernance. Son mode opératoire est aussi multidimensionnel car il intègre la dimension sociale et environnementale à la préoccupation du développement économique global. Il permet en outre une réactualisation des perspectives de travail des ONG, des opérateurs d'économie sociale et de la société civile.

Cette spécificité de la « nouvelle économie sociale et solidaire » est importante à considérer. Cette manière de travailler l'économie sociale et solidaire se distingue d'autres formes d'opérations – notamment celles du commerce équitable – en ce qu'elle organise systématiquement l'articulation avec des dynamiques de développement local.

Il ne suffit pas dans ce cadre d'envoyer par exemple des ordinateurs issus du réemploi, mais d'appuyer des actions où ces ordinateurs participent à un processus qui renforce la capacité des acteurs. Ils constituent par exemple, l'ossature d'un réseau facilitant les échanges entre différentes catégories d'acteurs engagés dans une dynamique de développement à l'échelle de communes, de régions ou d'un écosystème.

Contrairement à l'économie classique, la réponse aux besoins et, à une demande est toujours mixte, articulant besoins économiques et besoins sociaux et, intègre le renforcement local de capacités (formations par exemple...).

Ce travail sur le besoin nous fait découvrir que là où le marché économique ne voit rien (on connaît l'indigence de beaucoup d'ONG locales ou d'écoles), il y a pour ceux qui investissent la question du besoin, des solutions nouvelles et des réponses économiques possibles. Celles-ci innovent souvent en reliant par exemple, les financements de caisses d'épargne de mouvements de femmes, à des unités d'import et des groupements de techniciens populaires issus des ONG...

Ce point nous semble important, il y a dans la manière d'envisager l'économie sociale un réservoir important de réponses à construire qui unissent Nord et Sud, économie sociale et économie non formelle (qui elle-même fait survivre 80 % des populations en Afrique).

Il faut encore noter que la réponse à un besoin n'est pas nécessairement sectorielle. Que de fois, au travers du travail de partenariat, ne rencontre-t-on pas une demande autre?

Le réemploi informatique a souvent mené CF2m à des questions et des terrains plus lointains, comme l'éco-tourisme, le développement rural, l'alphabétisation, la gouvernance locale... Ces questions ne sont jamais étrangères à la préoccupation ou question de départ.

Mais après...

Depuis 2002, la DGCI ou coopération belge, reconnaît que l'approche économie sociale est transversale et importante et, des ONG commencent à s'intéresser à ce mode de travail particulier d'économie plurielle. En novembre de cette année se tiendra également aux Canaries la première rencontre Europe-Afrique de l'économie sociale.

Les choses bougent... lentement. Or, nous pensons qu'il est urgent de développer des processus adéquats pour multiplier les quelques expériences qui existent à l'heure actuelle et les renforcer. Cette économie sociale n'est ni Nord, ni Sud... car elle co-construit des réponses plus globales qui prennent aujourd'hui plus que jamais toute leur importance.

C'est une forme positive de la mondialisation à un moment où l'économie libérale détruit le tissu social et où pour survivre il faut tenter l'aventure difficile de l'immigration.

Des processus adéquats sont à développer. L'économie sociale Nord/Sud butte en effet, sur des difficultés spécifiques pour se développer. Celles-ci tiennent à la nécessité de mettre en place des outils de partenariat en commun mais aussi d'organiser une réponse plus commune, structurée et systématique à de nombreuses questions.

Comment assurer la responsabilité et la traçabilité des biens exportés ? Quels statut et forme juridique doit on donner au partenariat pour assurer sa survie ? Comment développer des outils qui garantissent indépendance et pérennité à l'activité ? Comment assurer les règles éthiques propres à l'économie sociale ? Comment veiller à ne pas concurrencer le marché local classique ? Quelles structures ou mesures manquantes peuvent, au Sud, assurer dans le futur une régulation en ce domaine ?

C'est bien sur le terrain concret du partenariat et des difficultés réelles que ces questions doivent être traitées. L'idée que nous développons est de rassembler dans un premier temps des acteurs économiques du Nord/Sud, au sein d'un groupe de travail ou cluster Nord/Sud.

Celui-ci tentera, de manière restreinte d'abord, de construire une plate-forme commune aux opérateurs, de favoriser les synergies et de mettre en lumière les effets d'un tel travail.

A cette proposition, nous aimerions en rajouter une seconde. Beaucoup de migrants issus de l'Afrique désirent aider leur pays d'origine et sont au travail dans nos projets.

Pourquoi ne pas favoriser au travers d'un cluster cette perspective de retour économique plus juste, en terme de flux économique et de développement local. Les migrants ne sont ils pas amenés à être des développeurs de l'économie sociale Nord/Sud, ou des agents d'une mondialisation positive dans la perspective que nous menons ?

Bien sûr, ce premier dispositif a certainement du chemin à faire encore...

Il n'est pas facile de sortir de la logique d'aide qui domine les relations inégales entre Nord et Sud depuis plus de 40 ans. Il n'est pas toujours facile non plus de sortir des habitudes du Nord, et d'une vision qui isole et saucissonne encore et toujours les problématiques.

Et on sait que les frontières économiques n'existent plus, sauf comme arguments à faire valoir par les plus forts...

Pour continuer la réflexion :

- www.cf2m.be : site de CF2m
- www.terre.be : site du groupe Terre
- www.autreterre.org : Autre Terre, ONG du groupe Terre.
- http://users.skynet.be/weltladen/4_logistik/10_index.html : site de Weltladen Logistiek
- L. Favreau, R. Lachapelle et G. Larose (dir.), Economie sociale et solidaire. Une perspective Nord-Sud, Hors série de la revue Economie et Solidarités, Presses de l'Université du Québec, 2003.
- J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau (dir.), L'économie sociale au Nord et au Sud, De Boeck Université, coll. « Ouvertures économiques », 1999.

(1) Analyse faisant suite au petit déjeuner d'économie sociale du 6 mars 2006 organisé par CF2m et SAW-B.

(2) La question notamment de savoir si l'économie informelle relève de l'économie sociale et solidaire reste largement ouverte. Les normes éthiques diffèrent largement en particulier pour les petits artisans par rapport au travail des enfants dans les ateliers « familiaux ».

(3) En dépit d'expériences de commerce équitable certes importantes mais profitant surtout à certains produits (café) et peu pourvoyeurs d'emploi au Nord.

(4) L. Favreau, L'économie sociale et solidaire : Pôle éthique de la mondialisation ?, 2003. Cet article peut être téléchargé sur le site : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001319/131979f.pdf>

(5) Une convention de partenariat est signée entre Cf2m et le partenaire sud. Cette convention stipule par exemple qu'en aucun cas, le matériel informatique vendu par Cf2m ne peut concurrencer ou alimenter le marché local de l'occasion et que les acheteurs éducatifs locaux s'engageront à ne pas revendre le matériel acquis au partenaire Sud avant une période de 2 ans à partir de la date d'acquisition.

(6) Extrait de l'article intitulé « Le Baobab : comment faire rimer commerce et développement » dans le magazine « Terre » n°115, Hiver 2006, pp 12-13.